

Zoltán Tibori Szabó

Les photographies d'un album

La vie juive à Cluj après l'holocauste

Pour ceux qui ont survécu au désastre, la vie de la communauté juive clujienne, et en général transylvaine, est marquée par le dilemme du retour sur le sol natal ou de l'émigration, par la recherche des proches disparus ou enfuis, par la lutte avec les traumatismes physiques et psychiques laissés par l'holocauste, par une analyse des causes de la tragédie qui tourne vite à la flagellation, par le traitement des problèmes liés aux responsabilités en cause dans les atrocités subies, par l'adoption d'une attitude ou d'une autre face aux changements politiques, sociaux et économiques survenus au pays, par la réorganisation de la vie juive, par l'adaptation aux nouvelles conditions de vie, et, avant tout, par la quête identitaire.

Au début, le nouveau pouvoir recrute parmi les survivants de nombreux partisans enthousiastes, qui devaient leur libération et la vie sauve aux Soviets. Cependant, les membres de la communauté juive vont vite se rendre compte que la société communiste en cours d'édification sous l'aile de l'Armée Rouge n'est pas davantage capable d'apporter une solution satisfaisante au problème des nationalités. Dans ce nouveau monde, l'intolérance nationale et raciale, le chauvinisme et l'antisémitisme n'ont pas disparu, mais revêtent simplement de nouvelles formes.

Il semble hors de doute que l'album commémoratif récemment redécouvert à Cluj sert simultanément deux objectifs : le recensement communautaire et la recherche des proches disparus de ceux qui ont survécu. Son auteur, Márton Katz, de Cluj, qui avec ses deux fils avait lui-même parcouru l'enfer des camps de la mort allemands, dirigeait depuis son retour au pays, au numéro 6 de la rue Bolyai (à l'époque Vlăhuța), une imprimerie dénommée Orient. Cet imprimeur fut l'un des 18000 juifs de Cluj et du département de Cluj que les autorités hongroises avait rassemblés et massés dans le ghetto aménagé dans la fabrique de tuiles, puis déportés. A en croire ce qu'il écrit dans l'album, Márton Katz fut déporté le 29 mai, dans le deuxième train partant de Cluj. D'autres sources nous apprennent que ce train, constitué de wagons à bestiaux, a transporté 3417 personnes jusqu'à l'abattoir humain d'Auschwitz.

Avec ces albums de photographies consacrés aux martyrs juifs de Cluj morts en déportation (la couverture porte le titre suivant : Fotografiile martirilor noștri deportați din Cluj, 1944), Katz s'acquitte d'un devoir vis-à-vis de ses camarades « tombés au combat », rend hommage « aux saints martyrs de la communauté juive de Cluj » et souhaite regagner « partiellement » la paix de l'esprit. En réalité, il dresse un monument à cette juiverie de Cluj qui en 1941 comptait 16000 âmes, dont si peu ont réussi à survivre au désastre. En même temps, il était aussi conscient du fait que, parmi tous ceux qui figurent sur ces photographies, pour la plupart prises pendant l'entre-deux-guerres – mais certaines datent du temps de l'Empire – et récupérées « parmi ce qui reste des effets personnels » des déportés, certains pouvaient être encore en vie (réfugiés, revenus au pays ou émigrés), et que d'autres n'étaient peut-être que des amis ou des connaissances des familles juives déportées.

D'après les notes du commandant des services ferroviaires de Kassa (aujourd'hui Kosice), six trains partis de Cluj ont acheminé les juifs à Auschwitz, aux dates suivantes (avec le nombre de déportés par train entre parenthèses) : le 25 mai (3130), le 29 mai (3417), le 31 mai (3270), le 2 juin (3100), le 8 juin (1784) et le 9 juin (1447). Ce qui revient à dire que les trains, au total, ont transporté depuis Cluj 16148 personnes jusqu'aux camps de la mort.

En Transylvanie du Nord, avant l'holocauste, vivaient 165000 personnes de religion israélite, ou converties à d'autres religions mais tombant sous le coup des lois antisémites. La Shoah a fait disparaître les trois quarts de cette communauté, dans les camps de la mort, au service du travail obligatoire ou dans d'autres circonstances. En ajoutant aux juifs transylvains revenus au pays les réfugiés venus de Transylvanie du Sud, d'autres provinces roumaines, ou encore de Bucovine et de Bessarabie, on estime entre 23000 et 30000 le nombre des juifs présents en septembre 1945 sur le territoire de la Transylvanie du Nord. Il convient de leur ajouter un nombre allant de 8000 à 10000 juifs qui ont survécu aux camps de la mort, mais ont pris dès leur libération le chemin de l'Occident.

Personne, à ce jour, n'a réussi à déterminer avec certitude le nombre exact des victimes. Les calculs sont rendus difficiles par l'absence de registres fiables, par les mouvements de populations internes qui ont commencé en Transylvanie après la guerre, et dont le détail reste inconnu jusqu'à nos jours, par les données lacunaires dont on dispose sur les réfugiés venus de l'étranger et cherchant à traverser la Roumanie pour arriver en Palestine, et par le fait que, sur le nombre des juifs

transylvains réfugiés à l'étranger, on ne dispose pratiquement d'aucun chiffre précis. Quand aux survivants à Cluj, s'il est certain qu'ils ne connaissaient pas les détails chiffrés de l'énorme perte humaine, ils en percevaient nettement les proportions. Parmi eux, certains souffraient, en plus des traumatismes de la déportation, de traumatismes psychiques compliqués liés à la conscience de cette perte, qui les ont amenés à adopter des stratégies identitaires de dissimulation.

Une partie des hommes juifs dirigés vers le service du travail obligatoire à partir de 1942 est revenue au pays natal avec l'armée soviétique, ou immédiatement après son arrivée. En revanche, les survivants des camps de la mort ont encore dû attendre la libération, et en raison de diverses circonstances, la plupart d'entre eux n'ont pu rentrer chez eux qu'à l'été 1945 ou plus tard.

Les juifs rentrant au pays allaient y manquer de tout, y compris des conditions les plus élémentaires d'existence matérielle ; même leur hébergement posait problème, et ils revenaient pour la plupart malades et épuisés. Les déportations, les tortures endurées, la mort des proches pesaient lourd sur leur état psychique et physique. On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que les premières institutions communautaires juives à reprendre leur activité furent les hôpitaux et les cantines.

La presse clujienne avait dès l'automne 1944 parlé de la tragédie vécue par les juifs de Transylvanie. Le journal *Világosság* avait dévoilé les événements survenus six mois plus tôt, entre avril et juin, en Transylvanie du Nord, et avant tout à Cluj. Cette série d'articles fait apparaître que l'auteur ignorait totalement qu'en Allemagne, les juifs n'avaient pas été envoyés dans de simples camps, mais dans les camps de la mort, et que par conséquent, la plupart des déportés n'allaient jamais revenir au pays. Sur ce qui s'était réellement passé, le public allait, déjà trois mois plus tard, recevoir des informations de première main. C'est le 20 février 1945 qu'arrive à Cluj, revenant de Pologne, le premier petit groupe de survivants des camps de la mort allemands. Les membres de ce groupe racontent : à Birkenau, on commençait par sélectionner les déportés, envoyant les adultes en bonne santé, aptes au travail, à droite, les autres à gauche. Quant à savoir quel sort était réservé à ceux qu'on envoyait à gauche, les survivants eux-mêmes ne pouvaient que le soupçonner. Mais ils rapportent que « la cheminée des fours crématoires fumait jour et nuit », et que « l'odeur de chair et d'os brûlés restait présente pendant des semaines ». Et ils ajoutaient : « quant à savoir qui ils ont tué, nous l'ignorons. » A ce moment, cependant, même les juifs vivant en Transylvanie n'ont pour la plupart pas accordé d'attention à ces propos.

En novembre 1944, l'American Jewish Joint Distribution Committee (ci-dessous : Joint), la Jewish Agency et l'agence de Bucarest de la Croix Rouge Internationale chargent Ernő Marton, ancien rédacteur en chef du journal juif de Cluj *Új Kelet*, de visiter la Transylvanie du Nord à la tête d'une délégation. Il avait une double mission : déterminer le nombre des survivants et analyser la situation de façon à définir les mesures à adopter. D'après le rapport rédigé par la délégation, en Transylvanie du Nord, ils ont trouvé 7200 juifs. Parmi eux 1500 vivaient dans le département de Cluj. A Cluj, Marton n'a trouvé qu'un millier d'hommes juifs et en tout et pour tout de 20 à 30 femmes.

Cependant, les communautés religieuses ont repris leurs activités. A Cluj comme ailleurs, l'hôpital juif a rouvert ses portes, et diverses organisations entretiennent des foyers pour l'hébergement de ceux qui viennent de revenir. En effet, ceux qui revenaient au pays ne pouvaient pour la plupart pas emménager dans leurs logis d'avant la déportation, qui entre temps avaient été affectés à d'autres habitants. Ils n'ont pour la plupart pas même retrouvé leur mobilier, volé et dispersé au cours des mois écoulés. A Cluj, les restitutions étaient d'autant plus difficiles que beaucoup d'immeubles d'habitation avaient été détruits pendant les bombardement et les actions militaires de 1944, et que les autorités avaient relogé leurs propriétaires dans des maisons juives. Des officiers et fonctionnaires allemands et hongrois s'étaient appropriés les objets mobiliers présentant le plus de valeur, les emportant dans leur fuite ; le reste avait été pillé par la population locale. Les forces de gauche arrivées au pouvoir, craignant de raviver l'antisémitisme, incitaient les juifs à la patience, et dans plus d'un cas, ce furent des dirigeants juifs qui s'efforcèrent de passer sous silence leurs demandes de restitution. En dépit de tout cela, les revendications portant sur des restitutions de biens juifs ont provoqué des tensions entre juifs et hongrois.

L'autorité provisoire d'administration de la Transylvanie du Nord comptait des membres juifs, ce qui a facilité la défense des intérêts juifs. Ainsi, d'après le journal *Világosság*, le conseil municipal provisoire constitué à Cluj le 13 octobre 1944 compte « 17 conseillers roumains, 11 hongrois et un juif ». Toujours à Cluj, quelques jours plus tard, le 21 octobre, est créé le Comité Démocratique de Transylvanie du Nord.

Quelques jours après l'arrivée des troupes soviétiques se constitue la Communauté Populaire Démocratique Juive (Demokrata Zsidó Népközösség – DZSN). Les dirigeants de la section clujienne de l'organisation rendent public son

programme au cours des premiers jours de novembre 1944. Ils déclarent désirer s'associer aux forces démocratiques roumaines et hongroises pour créer un nouvel ordre. Ils annoncent qu'à Cluj, un nouveau dispensaire va fonctionner dans le local du Joint voisin de la synagogue de la rue Papp (aujourd'hui rue Paris), et un comité d'accueil des survivants rapatriés dans les villas Pierre et Paul situées non loin de là. Ils précisent que « les juifs ne sont animés d'aucune esprit de vengeance individuelle », mais exigent que « ceux qui ont dirigé des actions impitoyables contre les juifs reçoivent une juste punition », le rétablissement de l'état de droit et du droit de propriété, le dédommagement des juifs, et que le programme économique général intègre leur affectation dans les fonctions industrielles et commerciales.

En mars 1945, le DZSN exige avec détermination le rapatriement des déportés, « avant tout des vieux, des malades et des enfants », ce qui indique à nouveau qu'ils n'étaient toujours pas conscients de la réalité des camps de la mort. Le gouvernement Groza finit par mettre un train à la disposition de ceux qui prendraient la peine de rapatrier les déportés ; ce train allait circuler du 25 mars 1945 à la fin juin, d'une part entre Oradea et Cracovie, d'autre part entre Cluj et Prague. C'est pendant cette période de l'été et de l'automne 1945 que la plupart des déportés survivants reviennent au pays.

Bien que la propagande officielle proclame le contraire, les difficultés économiques et commerciales, la crise alimentaire et la grande sécheresse de 1946 font renaître l'antisémitisme, qui bientôt prend des proportions spectaculaires. Au printemps 1946, Cluj et d'autres villes transylvaines se remplissent de bruits d'épouvante ; on prétend que les juifs qui ont perdu leurs enfants dans les camps de la mort capturent des enfants hongrois pour les assassiner. La presse juive repousse fermement les accusations de crime rituel et voit le remède aux « provocations fascistes » de conception antisémite dans le renforcement de « la démocratie des peuples coexistants ».

Un tiers des juifs de Roumanie (et particulièrement ceux de Moldavie, de Transylvanie et de Bucarest) vivant au cours des années suivant la guerre dans des conditions d'extrême pauvreté et ne pouvant guère survivre sans aide matérielle extérieure, le Joint achemine en Roumanie sous forme d'aides plusieurs dizaines de milliers de dollars entre 1945 et 1948. En dépit du fait qu'outre les juifs, des indigents d'autres nationalités ont eux aussi bénéficié de ces aides, le Parti Communiste Roumain, le 18 février 1949, expulse le Joint de Roumanie. Cette décision est l'un des

principaux motifs qui ont, au cours des années suivantes, décidé beaucoup de juifs à opter pour l'alya.

Les juifs ayant aussi bien vite compris que le nouveau système allait rendre impossible l'exercice de leurs activités traditionnelles (petits entrepreneurs, petit commerce, professions libérales etc.), l'émigration légale et illégale prend bientôt des proportions considérables. Fin 1947, quelques semaines avant la destitution et l'expulsion du roi, les autorités roumaines donnent leur accord à l'alya de quinze mille juifs, et 4000 autres parviennent en Israël grâce à diverses organisations sionistes fin 1948. Cependant, des dizaines de milliers, passant clandestinement la frontière, fuient à travers la Hongrie vers les états occidentaux.

Début 1949, les organisations sionistes sont interdites à leur tour, leurs biens confisqués et leurs dirigeants emprisonnés, ce qui renforce encore la tendance à l'émigration. Au cours des décennies suivantes, la communauté juive, ou du moins ce qu'il en reste après l'holocauste, va perdre de nombreux membres, qui quittent la Transylvanie – et notamment Cluj. Ils vont pour la plupart – avec leurs enfants nés après la guerre – chercher et trouver une nouvelle patrie en Israël, d'autres en Europe occidentale ou sur le continent américain.

D'après le recensement de 2002, 223 personnes de nationalité juive vivaient alors à Cluj. Rares sont aujourd'hui les personnes et les lieux qui conservent à Cluj le souvenir de cette communauté éteinte. Raison de plus pour saluer l'importance de la redécouverte de l'album photographique de Márton Katz.